



30 mars : journée nationale d'action pour l'École publique
Monsieur le Ministre, pour améliorer l'École, vous n'avez pas notre confiance !

Le ministère de l'éducation nationale, à travers ses réformes et la loi en préparation, signe la fin de l'école publique telle que nous la connaissons. Sans concertation avec ceux qui la font vivre, il démantèle morceau par morceau le service public.

Enseignants, parents, élèves, nous sommes tous concernés. Les transformations à venir vont accroître les inégalités entre jeunes, entre les établissements, dégrader les conditions d'enseignement, sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer la réussite de tous les élèves.

Loi Blanquer « Pour une école de la confiance », tel qu'adoptée par l'Assemblée Nationale, introduit de profonds bouleversements qui mettent en danger le service public d'éducation.

Parents, enseignants, sommes contre :

- les cadeaux financiers faits à l'école privée,
- la restriction du droit d'expression des enseignants,
- La possibilité de regrouper des écoles avec un collège. Cet établissement serait dirigé par le principal du collège, qui deviendrait le seul interlocuteur des parents, à la place du directeur d'école,
- une formation des enseignants fondée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution,
- le développement de la précarité, l'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner correctement et d'accompagner chaque élève,
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- la dégradation de l'accueil des élèves en situation de handicap...
- un lycée de plus en plus sélectif avec un bac omniprésent sur deux ans,
- des voies technologiques et professionnelles fragilisées

La communauté éducative demande à être considérée par le ministre Blanquer. La confiance se construit, elle ne se décrète pas au détour d'un amendement !

Pour la priorité au service public d'éducation,

Pour des perspectives ambitieuses pour tous les élèves et tous les jeunes,

Pour une véritable reconnaissance de l'ensemble des personnels de l'éducation et de la place des parents, nous demandons l'abandon de cette loi, de la réforme des lycées et l'ouverture de nouvelles discussions avec les organisations syndicales et les fédérations de parents d'élèves

Le 30 mars,

Toutes et tous mobilisé.es : Familles, Jeunes, Agent-e-s de l'Education nationale !

Manifestation à Lyon

Départ 10h30, parvis de la Cours d'appel (quai Romain-Rolland).

A l'appel de : CGT Educ'action, FCPE, FO, FSU, SGEN-CFDT, SNALC, SUD Education, SE-UNSA.